

CIGEO : M. Hulot, protégez les hiboux de BURE !

**Lettre ouverte à Nicolas Hulot,
ministre de la transition écologique et solidaire**
au sujet du projet de centre d'enfouissement de déchets
nucléaires CIGEO à BURE, en Meuse/Haute-Marne

Monsieur le ministre, vous avez déclaré suite à la catastrophe de Fukushima, le 12 novembre 2011*, que *"Le propre d'un accident nucléaire c'est d'être inestimable dans le temps et dans l'espace. Et là s'arrête le risque acceptable dès lors que l'on ne maîtrise ni ne mesure plus ses conséquences."* Nous partageons totalement votre constat.

Vous êtes ministre à présent. Des spécialistes vous assureront que les déchets** produits par l'industrie nucléaire seront bien gérés. Si comme vos prédécesseurs, vous n'écoutez qu'une seule voix, celle des acteurs du nucléaire, la seule ayant accès à votre cabinet, qui affirme que le stockage nucléaire en grande profondeur est une solution, alors vous vous tromperez gravement. Vous pourriez apposer un blanc-seing sur un projet comportant lui aussi, comme l'accident nucléaire de Fukushima, des *"risques non acceptables, parce que personne ne maîtrise ni ne mesure les conséquences"* de l'énorme complexe CIGEO, projet d'enfouissement des déchets nucléaires, qui sacrifie non seulement un territoire, mais menace durablement le pays tout entier et les centaines de générations à venir.

Contrairement à ce que vous affirmera l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs), elle ne sera jamais prête, bien qu'affichant des certitudes de façade. **Donner prochainement le feu vert à CIGEO, c'est engager le pays de façon irréversible** dans un chantier titanesque dont nul ne pourra prétendre maîtriser [les risques](#). Des experts indépendants l'ont prouvé de manière irréfutable. Confiner une telle masse de déchets radioactifs à moins 500m sous terre peut mener à des explosions souterraines liées à la nature de certains déchets. Un incendie en grande profondeur serait ingérable. La contamination de nappes phréatiques serait inévitable car la radioactivité s'échappera un jour des colis de confinement. Dans tous les cas, des rejets aériens massifs de gaz radioactifs sont assurés, sans parler de la multiplication de transports nucléaires à haut risque pendant plus d'un siècle.

Contrairement à ce que vous affirmeront certains parlementaires, **l'opinion publique n'accepte pas CIGEO, malgré les mesures déployées** : efforts financiers considérables, promesses de développement local, impasse systématique sur les dangers réels ou encore processus de concertation truqués. Tout est plaqué, brutalement, sans aucun choix possible. Depuis 30 ans, sur plus de 25 sites explorés en France, des milliers de gens ont refusé de servir de caution, de cobayes ou de fusibles. Presque partout ils ont mené à l'échec toutes tentatives d'implantation. L'ampleur inédite de [cette opposition](#) doit peser dans la balance des décisions. N'avez-vous pas déclaré aussi, en 2016*** : *« Ces déchets, il faut bien en faire quelque chose mais, en tout cas, on ne peut pas*

imposer comme ça [ce projet] à des populations locales, sous prétexte qu'[elles] sont dans des endroits un peu éloignés (...), sans concertation, sans transparence. »

Le seul "laboratoire de recherche géologique" finalement installé à Bure est la pièce maîtresse d'un énorme mensonge : la filière électronucléaire serait propre, gérable et peu coûteuse, alors qu'elle est au bord du gouffre. Les pouvoirs publics savent que le stockage géologique est un mythe dangereux qui ne résout rien. Argument de vente pour de nouveaux réacteurs nucléaires, il tente d'occulter une impasse phénoménale.

En 2018, le gouvernement pourrait être amené à signer une "phase industrielle pilote" : cette fausse phase de "test grandeur nature" masque un feu vert irréversible au chantier qui engloutirait les 5 Milliards d'euros provisionnés à ce jour. Trouver les 30 à 40 milliards suivants, nécessaires au fonctionnement du stockage, resterait à la charge de nos enfants et arrière petits-enfants. N'avez-vous pas dit ce 12 novembre 2011 : « *Dans la même veine, ignorer la durée de vie et la dangerosité à très long terme des déchets est incompatible avec la notion première du développement durable, puisque c'est une délégitimation de risque aux générations futures.* »

Votre conscience d'homme public soucieux de la préservation de la planète vous engage à agir : il faut mettre fin à cette politique énergétique irresponsable, mettre au centre de la table les erreurs passées, assumer ce passif et ne pas alourdir la dette.

Des centaines d'habitant.e.s refusent d'être condamnés à vivre, à respirer et à survivre sur la plus grande "poubelle atomique" d'Europe. Ne soyez pas sourd comme tant d'autres à la multitude de signaux d'alerte obstinément envoyés aux décideurs - dont vous faites à présent partie- par des personnes de tous âges, en lutte pied à pied dans le Bois Lejuc depuis juin 2016, où l'Andra a tenté de commencer les travaux préparatoires de CIGEO en toute illégalité. Des militants qu'on appelle "Les hiboux de Bure" ont choisi d'y résider, parfois dans les arbres pour mieux les protéger, faisant preuve d'un incroyable courage qui en dit long sur leur détermination. L'opposition ne cesse de s'amplifier localement et nationalement. Des pays voisins s'inquiètent. En Meuse et en Haute-Marne, le climat de répression s'intensifie, cherchant à détruire toute cohésion sociale. Cautionnez-vous une situation conflictuelle alarmante en prenant le risque de la voir s'aggraver ?

La cession du Bois Lejuc à L'Andra est au centre d'une controverse largement médiatisée depuis un an. Est-il moralement acceptable de faire porter un tel fardeau aux onze conseillers municipaux de Mandres-en-Barrois, sommés d'abandonner leur forêt communale ? Savent-ils qu'ils engagent la destruction inévitable de tout un territoire de vie en ouvrant la porte à un inconnu menaçant l'humanité ? Et que penser des soupçons de conflits d'intérêt affectant un certain nombre de conseillers municipaux du fait de leurs liens avec l'Andra, comme le met en exergue un [nouveau recours juridique](#) déposé le 22 mai dernier par pas moins de 33 habitant-es ?

**Face à cette situation d'urgence
et réaffirmant une opposition totale au principe de l'enfouissement des déchets
nucléaires, nous demandons instamment :**

- **que le gouvernement ne tente aucune évacuation du bois Lejuc** à Mandres en Barrois, occupés par les opposants depuis presque un an, sous peine de voir la situation de tension actuelle s'aggraver,
- **que le gouvernement reçoive** les scientifiques et associations qui depuis plus de 20 ans ont recueilli les éléments d'approfondissement du dossier CIGEO révélant les risques et qui veulent, au nom de l'intérêt général, apporter leur éclairage, (vous avez déclaré récemment au JDD : « *Je connais ce dossier mais je veux l'étudier d'avantage* »),
- **que le gouvernement stoppe** tout projet d'enfouissement profond des déchets radioactifs,
- **que le gouvernement engage en urgence** la remise à plat de l'ensemble de la politique énergétique du pays. La sortie du nucléaire ne doit plus être repoussée aux décennies à venir. Le passage aux énergies renouvelables et économies d'énergies, à des techniques créatrices d'emploi et autrement plus soutenables et novatrices, fait partie des demandes qui doivent aboutir au plus vite.

Signataires :

*Les opposant-es d'ici et d'ailleurs, des habitant-es de Mandres-en-Barrois
Les associations Burestop 55, Bure Zone Libre, Asodedra, Cedra 52, Eodra, Les habitants
Vigilants de Gondrecourt le Château, Les habitants Vigilants de Void Vacon,
Meuse Nature Environnement, Mirabel Lorraine Environnement*

AVEC LE SOUTIEN DE (au 1^{er} juin 2017)

ATTAC France, Agir pour l'Environnement, Réseau "Sortir du nucléaire", Confédération Paysanne, NOVISSEN (1000 vaches), FNE Grand Est, Sortir du nucléaire Moselle, SDN 89, Collectif Sortir du Nucléaire 79, STOP EPR ni à Penly ni ailleurs, Collectif Halte au nucléaire du Gard, Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN), Auxilia conseil en Transition, Association pour la Restauration et la Protection de l'Environnement Naturel du Tonnerrois, ADENY, Association de défense de l'environnement et de la nature de l'Yonne, MAN Nancy, Confédération Paysanne des Vosges, Confédération Paysanne de Meuse, Association A.P.P.E.L.S (55), ATTAC 55, Association Vie Environnement Respect Nature, AVERN, CADE (Collectif des Associations de Défense de l'Environnement Pays basque et Sud des landes), Collectif Les Dindons de la Farce, Droit au soleil, Effet de Serre Toi-Même, Collectif Non au gaz de schiste du canton de Fayence, Association ARTISANCE, Association GECNAL de Sarreguemines (57), Union Syndicale Solidaires, Syndicats des travailleurs du rail SUD-Rail, Cyber@cteurs, collectif Stop gaz de schiste Anduze, Comité de soutien à l'ACIPA du pays de Retz, Collectif citoyen de Pézenas, Castelnaud er Guers, Collectif du Céressou Collectif de Campagna-an-St. Pargoire Eco'lectif de Gignac

* <http://www.lejdd.fr/Election-presidentielle-2012/Actualite/Tribune-de-Hulot-La-sortie-du-nucleaire-est-un-objectif-moral-incontournable-422061>

** Déchets les plus radioactifs et les plus dangereux dits à Haute et Moyenne Activité à Vie Longue

*** i-Télé, janvier 2016

www.burestop.eu - vmc.camp